Nombre de membres

en exercice: 57

Séance du jeudi 12 mai 2022

L'an deux mille vingt-deux et le douze mai l'assemblée régulièrement convoquée le 06 mai 2022, s'est réunie sous la présidence de Claude GUICHON.

Présents : 46

Votants: 50

Sont présents: Liliane BERECHÉ, Jacky BERTON, Nicole BILLAUDEL, Christian BURGAIN, Jean-Claude CABART, François CHOBRIAT, Gérard CHRETIEN, Thierry DAUSSEUR, Joël DELISSE, Alain DEPAQUIS, Jean-Pierre DRALET, Claudine DUBECHOT, Jean-Jacques GARCIA, Hugues GERARDIN, Marie-Line GIRONDE, Franck GRESLON, Claude GUICHON, Jean-Luc GUILLOT, Caroline ISSENHUTH, Isabelle IVA, Jean-Claude JOFFRES, Régine LABROCHE, Serge LADROIT, Joël LAGNEAUX, Sylvain LANFROY, Isabelle LAROSE, Pierre LE GUILLOU, Laurence LE GUINIO SQUELART, Laurence LEBLANC, Michel LECOCQ, Michel LINARD, Sabrina MOKRANI, Jean-Marie MOUGEOT, Michel NICOMETTE, Jacques NUYTTE, Mickael PANO, Alain PAUPHILET, Brigitte SOUDANT, Daniel STOLL, Pascal TRAMONTANA, Vivianne WIRBEL, Saïd YACOUBI

Représentés: Christine AMBOLLET, Henry Noël CHAMPENOIS, Gérard MUNIER, Stéphane TRAIN

Excuses: Laura SAÏNDOU

Absents: Grégory CHAMARAC, Sophie DRALET, Laurent GRAFTIAUX, Catherine GRENIER, Christophe LESSERTEUX, Jean-Marie TASSINARI

Secrétaire de séance: Sylvain LANFROY

Le Président ouvre la séance à 20h30.

M. Lanfroy est élu secrétaire à l'unanimité.

Il soumet aux voix le procès-verbal de la séance du 24 mars dernier qui est **adopté à l'unanimité**.

1. Point budgétaire

a. DM Assainissement

Le Président fait état des DM nécessaires pour l'exécution du budget assainissement :

- Op 11 : Besoin de financement pour l'opération 11 Réseaux d'HLM Tranche 1 pour régler la facture SATER concernant les contrôles de réception qui n'étaient pas prévus au budget soit 10 000 €.
- Compte 673 : besoin de 12 000 € pour les annulations sur années antérieures
- Opération Poste St Lazare à créer : 30 041 € en dépenses et 30 % de DETR soit 7 500 € en recettes.

Cette Décision Modificative est **adoptée à l'unanimité**

Objet: DM assainissement - DE 2022_033

Le Président expose aux conseillers communautaires qu'il est nécessaire de prendre les décisions modificatives suivantes afin d'honorer le paiement des factures sur le budget assainissement :

Section fonctionnement

c/61523	D	Entretien, réparations réseaux -	39 602.00 €
c/673	D	Titres annulés	+ 12 000.00 €
c/023	D	Virement à la section d'investissement	+ 27 602.00 €

Section Investissement

opération 11 Réseaux HLM Tranche 1

c/2315	D	Installation, matériel et outillage technique	+ 10 000.00 €
--------	---	---	---------------

opération 18 Réhabilitation du poste de relèvement rue Saint-Lazare VEP

c/2315	D	Installation, matériel et outillage technique	+ 30 041.00 €
c/13118	R	Autres subventions Equip. Etat	+7 511.00 €

opérations financières

c/10222	R	FCTVA	+ 4 928.00 €
c/021	R	Virement de la section de fonctionnement	+ 27 602.00 €

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- **d'effectuer** les modifications budgétaires indiquées ci-dessus ;
- **de donner pouvoir** au Président pour signer tout document se rapportant à cette décision modificative.

b. Provision pour créances douteuses

Le conseiller financier aux décideurs locaux a évoqué l'obligation de mise en place d'une provision pour créances douteuses. Il s'agit d'inscrire au budget, une dépense prévisionnelle afin d'anticiper un éventuel risque de perte définitive et une éventuelle admission en non-valeur dans les années à venir. Il recommande de provisionner à minima 15% des créances douteuses. La Directrice précise qu'il sera nécessaire de délibérer chaque année pour fixer le montant à prévoir mais dans un premier temps, le secrétariat doit examiner les créances en attente afin de déterminer le montant à inscrire.

c. Point sur les subventions

Le Président rend compte de ses échanges avec le Sous-Préfet concernant la DETR supérieure à 100 000 € et la DSIL, pour la 4CVS, il ressort les points suivants :

- 30 % de DETR ont été accordées pour le dossier voirie d'Heiltz le Maurupt (dépense estimée de 819 607 €),
- 40 % de DSIL ont été accordées pour les travaux France Services de Sermaize les Bains sur 71 000 € engagés
- 50 % de DSIL ont été accordées pour les équipements numériques dans les écoles pour une dépense de 50 000 € HT.

2. Personnel

a. Création de poste

La Directrice évoque l'ouverture de l'agence postale intercommunale de Pargny sur Saulx et la nécessité de prévoir le ménage de ce bâtiment dès le mois de septembre. Afin de limiter les emplois précaires avec un nombre d'heures minime, le bureau propose d'ajouter 3 heures par semaine à un contrat d'agent technique de l'école. S'agissant d'une augmentation du temps de travail de plus de 10 %, il est nécessaire de passer par la procédure de création-suppression de poste. Le Président propose donc la création d'un poste d'agent technique d'une durée de 18.75h hebdomadaire. Cette création est **validée à l'unanimité**.

Objet: Modification DHS ASPMR à TNC (PSS) - DE_2022_034

Le Président informe l'assemblée que, compte tenu de l'intégration des services postaux dans les locaux de la Maison France Services de Pargny sur Saulx, il convient de restructurer les activités d'entretien ménager de ce service et d'augmenter la durée hebdomadaire de service de l'agent qui y serait affecté.

Ces modifications étant supérieures à 10% de la durée du temps de travail initialement fixée, celles-ci doivent être considérées comme des suppressions de poste.

Le Président propose à l'assemblée, conformément aux dispositions fixées par le code général de la fonction publique :

- de supprimer le poste d'Agent de service polyvalent en milieu rural, grade Adjoint Technique Territorial, 15.75 heures, créé par délibération n°DE_2021_007 du 14 janvier 2021;
- de créer simultanément 1 nouveau poste d'Agent de Service Polyvalent en Milieu Rural, grade Adjoint Technique, à 18.75 heures (18 heures et 45 minutes), à compter du 1er septembre 2022.

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés sur des emplois permanents à temps non complet,

Vu l'avis du comité technique paritaire en date du 30 septembre 2021

Vu le tableau des effectifs,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire, décide à l'unanimité :

- 1- **D'adopter** la proposition présentée.
- 2- **De modifier** ainsi le tableau des emplois.
- 3- **D'inscrire** au budget les crédits correspondants.

b. Création du CST (Comité Social Territorial)

La directrice expose à l'assemblée ce qu'est le CST : il s'agit d'une instance consultative dépendant du Centre de Gestion pour les collectivités de moins de 50 agents, pour les autres collectivités comme la 4CVS, le CST doit être propre à l'EPCI.

Cette nouvelle instance instituée par la loi n° 2019-828 de transformation de la fonction publique fusionne les comités techniques (CT) et les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Elle sera effective à l'issue du prochain renouvellement général des instances de dialogue social dans la fonction publique fin 2022. Dans l'attente, le comité technique reste seul compétent.

Le CST est compétent pour les questions d'ordre collectif : lignes directrices de gestion, politique indemnitaire, protection sociale, santé et sécurité ; entres autres.

Il est constitué de représentants de la collectivité et de représentants des agents publics. Le nombre des représentants titulaires du personnel est fixé par l'organe délibérant de la collectivité. Pour une collectivité de notre strate, il est compris entre 3 et 5. Les représentants de la collectivité ne peuvent pas être plus nombreux que les représentants du personnel au sein du comité. Les membres suppléants sont en nombre égal à celui des membres titulaires.

Le CST est présidé par l'autorité territoriale ou son représentant, qui ne peut être qu'un élu local. Les membres représentant la collectivité sont désignés par le Président de la collectivité parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de la collectivité. Les membres représentant le personnel sont élus au scrutin de liste à un tour avec représentation proportionnelle ; s'il n'y a pas de liste, il s'agira d'un tirage au sort parmi les agents figurant sur la liste électorale des élections professionnelles (prévues le 8 décembre 2022).

La durée du mandat des représentants est fixée à 4 ans.

Le conseil communautaire **décide donc à l'unanimité** de créer un Comité Social Territorial local, de fixer à 3, le nombre de représentants du personnel titulaires et le nombre de représentants de la collectivité titulaires et décide que l'avis des représentants de la collectivité doit être recueilli.

Objet: Comité Social Territorial (CST) - DE 2022_035

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L251-5 à L251-10,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 32 et s.,

Vu l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et notamment ses articles 32 et s.,

Considérant qu'un Comité Social Territorial doit être créé dans chaque collectivité employant au moins 50 agents.

Considérant que l'effectif constaté au 1er janvier 2022 est compris entre 50 et 200 agents.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, **décide à l'unanimité,**

1 - De créer un Comité Social Territorial local.

2 - De fixer le nombre de représentants du personnel titulaires au sein du CST local à : 3

3 - De fixer le nombre de représentants de la collectivité titulaires au sein du CST local à : 3

4 - D'autoriser le recueil de l'avis des représentants de la collectivité.

c. MAD d'un agent à la commune de SLB

La Directrice indique que la commune de Sermaize les Bains a demandé à la 4CVS lui de mettre à disposition un agent du service assainissement afin de réaliser les analyses sur la piscine. Pour que les missions soient bien définies, il est nécessaire de conventionner avec la commune. Cette mise à disposition est **adoptée à l'unanimité**.

Objet: Mise à disposition d'un agent de la 4CVS à SLB - DE 2022 036

Monsieur le Président expose au conseil communautaire que le code général de la fonction publique et le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 prévoient que les fonctionnaires territoriaux peuvent faire l'objet, d'une mise à disposition au profit des collectivités territoriales ou établissements publics en relevant. Les conditions de la mise à disposition sont précisées par une convention entre la collectivité et l'organisme d'accueil. La mise à disposition est prononcée par arrêté de l'autorité territoriale, après accord de l'agent intéressé.

Depuis la fusion le 1^{er} janvier 2017, dans le cadre de la mutualisation des compétences, un agent de la 4CVS, rémunéré sur le grade d'Agent de Maîtrise Territorial Principal est mis à disposition de la commune de Sermaize les Bains afin d'assurer des missions d'entretien et de vérification du bon fonctionnement de la piscine municipale de Sermaize les Bains, missions évaluées à 6 heures par semaine.

Une convention prévoyant le remboursement de la rémunération de l'agent, ainsi que les cotisations et contributions afférentes (même en cas de congé maladie ou de formation), sera conclue entre la 4CVS et la commune de Sermaize les Bains, pour la période allant au maximum du 20 juin au 4 septembre 2022.

Il est proposé au conseil communautaire ;

- d'acter la mise à disposition d'un agent de la communauté auprès de la commune de Sermaize les Bains à raison d'au maximum 66 heures (11 semaines de 6 heures), en application notamment des dispositions du décret 2008-580, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

- d'autoriser le Président, à élaborer et signer tout document y afférant.

Le conseil communautaire délibère, et à l'unanimité des présents,

1- Acte la mise à disposition d'un agent de la communauté auprès de la commune de Sermaize les Bains à raison d'au maximum 66 heures (11 semaines de 6 heures), en application notamment des dispositions du décret 2008-580, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

2- Autorise le Président, à élaborer et signer tout document y afférant.

d. Taux d'avancement de grade

La Directrice rappelle que chaque année, la 4CVS doit définir le taux d'avancement de grade afin de connaître le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus au grade supérieur. Le bureau propose un taux nul au vu des dernières augmentations de salaire, le Comité Technique a émis un avis favorable à cette proposition. Cette dernière est **adoptée à l'unanimité**.

Objet: Taux Avancement de Grade 2022 - DE 2022 037

Le Président rappelle à l'assemblée :

Conformément aux articles L522-1 à 37 du code général de la fonction publique, il appartient à chaque assemblée délibérante de fixer, après avis du Comité technique Paritaire, le taux de promotion permettant de déterminer, à partir du nombre d'agents remplissant les conditions pour

être nommés au grade considéré, le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promu à ce grade, en fonction de la masse salariale et des besoins de services.

La délibération doit fixer ce taux pour chaque grade accessible par la voie de l'avancement de grade.

Le Président informe les membres du conseil que le Comité Technique Paritaire réuni ce jour a rendu un avis favorable au projet suivant.

Il propose à l'assemblée de fixer les taux de promotion suivants pour la procédure d'avancement dans la collectivité, comme suit :

Grades d'origine	Grades d'accès	Taux (%)
Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} Classe	Adjoint Administratif Principal 1 ^{ère} Classe	0
Adjoint Technique	Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} Classe	0

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

1- D'adopter la proposition ci-dessus.

3. Assainissement

a. Raccordements villa des Platanes Sermaize les Bains

Le Vice-Président rappelle que le réseau d'assainissement a été créé dans la rue de la Villa des Platanes. Les habitants ont l'obligation de se raccorder, des modifications des installations dans les caves sont nécessaires, la 4CVS a fait le choix de recruter une entreprise, Cotelec, afin de réaliser les travaux et obtenir des subventions de l'AESN (3 000 € par installation). Le solde à la charge des administrés est d'environ 800 € par habitation sur 5 335 € TTC de travaux.

Pour ce faire, le Maître d'œuvre a rédigé des conventions de raccordement entre les administrés et la 4CVS. Le Maître d'œuvre, la 4CVS et la commune doivent se rendre chez les habitants pour leur faire signer ladite convention avant de réaliser les travaux, somme toute urgents en raison de la hausse des prix des matériaux.

b. Point sur les dossiers d'investissement

Le Vice-Président fait le point sur chacun des dossiers d'investissement :

– Réseaux d'Heiltz le Maurupt : l'entreprise La Marnaise a démarré les travaux d'eaux usées. La nappe phréatique étant élevée (-2m), les travaux se retrouvent rapidement immergés, d'autre part, la structure sous-sol est friable, ce qui complexifie les travaux.

– STEP d'Heiltz le Maurupt : la STEP fonctionne mais le chantier n'est toujours pas réceptionné avec la SADE puisque les roseaux ont toujours des difficultés à pousser, la SADE ne veut pas procéder à leur remplacement malgré un taux de reprise de 20%. Un courrier en recommandé vient d'être envoyé à Sogetti, le Maître d'œuvre en charge de ce dossier afin de le clore et de percevoir le solde des subventions.

– STEP de Charmont : la consultation pour les études topographique et géotechniques est en cours. Mme le Maire doit rencontrer les propriétaires pour négocier l'achat du terrain où la Station sera implantée. Il a été rappelé à Egis, le Maître d'œuvre retenu, que la station devait être opérationnelle pour juin 2023.

– STEP de Vauclerc : la consultation pour les études topographique et géotechniques est en cours, la date de remise des offres est fixée au 16 mai. La 4CVS doit finaliser les conditions d'achat de la parcelle avec la Mairie de Vauclerc et revoir avec Egis, le Maître d'œuvre, la filière à retenir, le dimensionnement exact, le DCE et le dossier Loi sur l'eau afin que la station soit livrée fin 2022 comme prévu.

– STEP de Pargny sur Saulx : le dossier réalisé par Artélia, maître d'œuvre a été envoyé à la mairie la semaine dernière afin que le Maire rencontre les propriétaires des parcelles nécessaires à la reconstruction de la station et au poste de relevage. La Police de l'eau demande que la 4CVS fasse les études zones humides le plus rapidement possible, la consultation est lancée.

Trois solutions sont envisagées pour la station :

1. Silo liquide (prend de la place, difficulté d'épandage)
2. Filtres plantés de roseaux (déconseillé par la Police de l'eau)

3. Filtres avec un chaulage et une aire de stockage béton (solution intermédiaire préconisée par la police de l'eau)

– Réseaux de Pargny sur Saulx : le bureau d'études A2R a été retenu comme Maitre d'œuvre pour les travaux sur les réseaux de Pargny. Des études préalables sont nécessaires avant le démarrage des travaux, ce qui ne doit pas empêcher de procéder à la consultation des entreprises et engager les travaux dès l'accord de subventions. Le budget s'élève à 200 000 €.

– Poste de relèvement St Lazare Vitry en Perthois : la Marnaise va démarrer prochainement pour faire la couverture sur place d'ici la fin du mois. Le temps de séchage est d'environ de 15 jours pendant lesquels il sera nécessaire de dévier les effluents. Les travaux consistent en une mise en conformité du poste et en la mise en place d'une coupure amont-aval.

– Reprise réseaux Place Charles de Gaulle Sermaize Les Bains : Les travaux ont été réceptionnés le 10 mai pour un coût de 72 000 €.

– Traitement des eaux usées de Vitry en Perthois à la CCVCD : la 4CVS est en attente depuis 2 ans d'un RDV avec le Vice-Président en charge de l'assainissement à la CCVCD. Ce dernier a conseillé au Président de solliciter directement le Président de la CCVCD par écrit pour demander une négociation de la convention tripartite entre la 4CVS, Véolia et CCVCD. La convention actuelle étant obsolète et particulièrement onéreuse à 2.66 € TTC/m³. La 4CVS ne devrait pas payer la collecte puisqu'elle est gérée en régie.

c. Gemapi

Le Président fait un point sur la GEMAPI :

– Inondations HLM : Afin de recruter un maitre d'œuvre, la Directrice de la DDT a souhaité ajouter des tranches optionnelles au dossier de consultation des Entreprises pour l'élaboration des DUP, enquêtes publiques, dossier Loi sur l'Eau et suivi de travaux.

– Inondations de Sermaize les Bains : Le Président a demandé au syndicat du Perthois de réunir les parties prenantes pour élucider cette affaire et trouver des solutions. Le technicien du syndicat du Perthois a programmé la réunion mardi prochain avec la commune, le syndicat du Perthois, la 4CVS, la DDT et l'OFB.

– EPAGE Saulx et Ornain : 9 communautés de communes sur les 13 possibles sur le bassin se sont engagées à mener une étude de gouvernance dont le but est de recruter un bureau d'étude (hydraulique et juridique) capable d'organiser la compétence sur tout le bassin de la Saulx et de l'Ornain. La CAO a ouvert les plis lundi dernier et 2 offres sont en cours d'analyse, les propositions sont conformes aux estimations. L'AESN finance 80% de ces études, le solde prévu s'élève à 20 000 € auxquels il faut ajouter la rémunération de la COPARY qui porte le projet soit 7 000 €. Le Département de la Meuse assure l'appui technique pour 5 000 €, le solde de ces coûts est voisin de 25 000 et réparti pour 1/3 à la surface, pour 1/3 à la population et pour 1/3 à la longueur des cours d'eau. La 4CVS a budgété 5 000 €.

– S3M : ce syndicat concerne les communes de la Vallée du Fion, des comités locaux (CL) sont créés, le Maire de Saint Amand sur Fion pilote le CL en commun avec la CC de la Moivre à la Coole. Le but est de faire remonter les points noirs pour identifier les travaux à entreprendre par le syndicat.

4. Point sur la voirie

a. Point sur les travaux en cours

Les travaux 2021 sont terminés.

Concernant l'enduisage, le Vice-Président précise que la surface est d'environ 30 000 m² pour un budget de près de 90 000 €. La commission voirie réunie ce matin a retenu les rues suivantes :

Blesme	2175	m ²	Scrupt/St Lumier (SNCF - Etanchéité du pont)
Bignicourt s/ Saulx	1750	m ²	Rue de la vierge
Charmont	2000	m ²	Rue Recollet
Pargny	1410	m ²	Rue du canal
Pargny	1656	m ²	Rue des passereaux et Coquelicots (après rebouchage)
Vitry-en-Perthois	4800	m ²	Rue du canal
Jussecourt	3200	m ²	Route de Bignicourt

Etrepy	520	m ²	Rue Mex Dieu (à voir technique)
Vanault-Le-Châtel	2360	m ²	Rue du stade
Sermaize	700	m ²	Rue du chatelet
Heiltz-Le-Maurupt	1137	m ²	Rue Cacheleu
Val de Vière	3200	m ²	Rue des vignes
Val de Vière	3080	m ²	Rue Pierrot
Vavray le Petit	1670	m ²	Rue Haute

Ce choix pourra être revu à la baisse en fonction du prix pratiqué au m², pour rappel, il était de 2.90 €HT l'an dernier.

b. Demandes de subvention au Département

Le Vice-Président indique à l'Assemblée que les dossiers de subventions n'ont pas encore été déposés au Département puisque les caractéristiques techniques ont été modifiées par rapport aux APS. Il est donc nécessaire de modifier les plans de financement conformément aux projets actuels sur les communes de Bettancourt la Longue, Sermaize les Bains, Ponthion et Saint Quentin les Marais ainsi que sur le lot 3 des traverses intercommunales. L'assemblée **donne pouvoir au Président à l'unanimité** pour déposer les demandes de subventions au Département.

Objet: Demande subvention Bettancourt - DE 2022_038

Considérant que la ruelle Bonna de la commune de Bettancourt la Longue fait partie des tableaux verts de la commune avec compétence de la communauté de communes Côtes de Champagne et Val de Saulx,

Considérant la nécessité de réaménager l'espace public en conformité avec le PAVE de la Commune dans un souci de sécurité pour les piétons et les véhicules,

Considérant les estimations faites par la société ADP pour un montant de 65 579.59 € HT,

Considérant les frais annexes, y compris maîtrise d'œuvre, à hauteur de 7% soit 4 590.57 € HT,

Le Conseil, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- **d'autoriser** le Président à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Bettancourt la Longue,

- **de solliciter** l'aide de l'Etat au titre de la DETR 2022

- **de solliciter** l'aide du Département de la Marne

- **d'adopter** le plan de financement suivant :

Dépenses HT :	70 170.16 €
Recettes :	
DETR 40 % :	28 068.06 €
Département 20% :	14 034.03 €
Autofinancement + Participation Commune :	28 068.07 €

Objet: Demande subvention Ponthion - DE 2022_039

Considérant que la rue de l'Hôpital de la commune de Ponthion fait partie des tableaux verts de la commune avec compétence de la communauté de communes Côtes de Champagne et Val de Saulx,

Considérant la nécessité de réaménager l'espace public en conformité avec le PAVE de la Commune dans un souci de sécurité pour les piétons et les véhicules,

Considérant les estimations faites par la société ADP pour un montant de 142 041.34 € HT,

Considérant les frais annexes, y compris maîtrise d'œuvre, à hauteur de 7% soit 9 942.89 € HT,

Le Conseil, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- **d'autoriser** le Président à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Ponthion,

- **de solliciter** l'aide de l'Etat au titre de la DETR 2022

- **de solliciter** l'aide du Département de la Marne

- **d'adopter** le plan de financement suivant :

Dépenses HT :	151 984.23 €
Recettes :	

DETR 40 % :	60 793.69 €
Département 20 % :	30 396.85 €
Autofinancement + Participation Commune :	60 793.69 €

Objet: Demande subvention Saint Quentin les Marais - DE 2022_040

Considérant que la ruelle de Vitry le François de la commune de Saint Quentin les Marais fait partie des tableaux verts de la commune avec compétence de la communauté de communes Côtes de Champagne et Val de Saulx,

Considérant la nécessité de réaménager l'espace public en conformité avec le PAVE de la Commune dans un souci de sécurité pour les piétons et les véhicules,

Considérant les estimations faites par la société ADP pour un montant de 184 319.87 € HT,

Considérant les frais annexes, y compris maîtrise d'œuvre, à hauteur de 7% soit 12 902.39 € HT,

Le Conseil, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- **d'autoriser** le Président à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Saint Quentin les Marais,

- **de solliciter** l'aide de l'Etat au titre de la DETR 2022

- **de solliciter** l'aide du Département de la Marne

- **d'adopter** le plan de financement suivant :

Dépenses HT :	197 222.26 €
Recettes :	
DETR 40 % :	78 888.90 €
Département 20 % :	39 444.45 €
Autofinancement + Participation Commune :	78 888.91 €

Objet: Demande subvention Sermaize les Bains - DE 2022_041

Considérant que la rue de la Forge de la commune de Sermaize les Bains fait partie des tableaux verts de la commune avec compétence de la communauté de communes Côtes de Champagne et Val de Saulx,

Considérant la nécessité de réaménager l'espace public en conformité avec le PAVE de la Commune dans un souci de sécurité pour les piétons et les véhicules,

Considérant les estimations faites par la société ADP pour un montant de 158 046.08 € HT,

Considérant les frais annexes, y compris maîtrise d'œuvre, à hauteur de 7% soit 11 063.23 € HT,

Le Conseil, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- **d'autoriser** le Président à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Sermaize les Bains,

- **de solliciter** l'aide de l'Etat au titre de la DETR 2022

- **de solliciter** l'aide du Département de la Marne

- **d'adopter** le plan de financement suivant :

Dépenses HT :	169 109.31 €
Recettes :	
DETR 40 % :	67 643.72 €
Département 20 % :	33 821.86 €
Autofinancement + Participation Commune :	67 643.73 €

Objet: Demande subvention voiries intercommunales - DE 2022_042

Considérant que les voiries reliant Vavray le Petit à Heiltz l'Evêque et Vanault les Dames à Villers le Sec font partie des tableaux verts des communes avec compétence de la communauté de communes Côtes de Champagne et Val de Saulx,

Considérant la nécessité de rénover ces voiries fortement dégradées dans un souci de sécurité pour les véhicules,

Considérant les estimations faites par la société ADP pour un montant de 199 787.40 € HT,

Considérant les frais annexes, y compris maîtrise d'œuvre, à hauteur de 7% soit 13 985.12 € HT,

Le Conseil, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- **de solliciter** l'aide de l'Etat au titre de la DETR 2022

- **de solliciter** l'aide du Département de la Marne

- **d'adopter** le plan de financement suivant :

Dépenses HT :	213 772.52 €
Recettes :	
DETR 40 % :	85 509.01 €
Département 20 % :	42 754.50 €
Autofinancement :	85 509.01 €

c. Choix de la CAO lot 2 et 3

Le Vice-Président rappelle que le maître d'œuvre retenu pour les travaux sur les communes de Bettancourt la Longue, Sermaize les Bains, Ponthion et Saint Quentin les Marais est AD-P, avec une estimation à 556 501.50 €. Cinq entreprises ont répondu pour le marché de travaux : La Marnaise, Eurovia, Altera, SMTP et Colas.

Eurovia arrive en tête avec une note technique de 39.18 et un prix de marché à 549 986.88 €.

La Commission d'appel d'offres réunie le 5 mai dernier a donc retenu Eurovia pour les travaux de voirie du lot 2.

Le Vice-Président poursuit avec le lot 3 concernant les travaux des traverses entre Vanault les Dames et Villers le Sec, entre Vavray le Petit et Heiltz l'Evêque ainsi que la traverse de la Saulx à Bussy le Repos et les purges de Saint Amand dont la maîtrise d'œuvre a également été confiée à AD-P pour un montant prévisionnel de 196 170 €. Trois entreprises ont déposé des offres : Eiffage, Eurovia et Colas.

Eiffage arrive en tête avec une note technique de 40/40 et un prix de marché à 189 975 €. A noter que les 3 entreprises ont répondu sur la même technique et la même surface.

La Commission d'appel d'offres réunie le 5 mai dernier a donc retenu Eiffage pour les travaux de voirie du lot 3.

Le conseil communautaire **entérine à l'unanimité** la décision de la CAO.

Objet: Voirie 2022 lot 2 et 3 choix de la CAO - DE 2022_043

Le Président informe le Conseil Communautaire des résultats obtenus lors de la réunion de la Commission d'Appel d'Offres qui s'est tenue le 5 mai 2022 afin de retenir l'entreprise pour réaliser les travaux de voirie 2021 du lot 2 (ADP) sur les communes de Bettancourt la Longue, Ponthion, Saint Quentin les Marais et Sermaize les Bains et ceux du lot 3 concernant les travaux des traverses entre Vanault les Dames et Villers le Sec, entre Vavray le Petit et Heiltz l'Evêque, la rue de la Saulx à Bussy le repos et les pures de Saint Amand sur Fion.

5 entreprises ont fait des offres pour le lot 2 :

- SMTP
- LA MARNAISE
- EUROVIA
- ALTERA
- COLAS

3 entreprises ont fait des offres pour le lot 3 :

- EIFFAGE
- EUROVIA
- COLAS

L'entreprise retenue par la Commission d'Appel d'offres est :

- EUROVIA pour 549 986.88 € HT pour le lot 2
- EIFFAGE pour 189 975.00 € HT pour le lot 3

Le Conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- **De valider** les choix de la Commission d'Appel d'Offres
- **De donner pouvoir à Monsieur le Président** pour signer tous les documents relatifs à ce dossier,

d. Traverse départementale 2023

Le Vice-Président rappelle que le Département est prêt à inscrire une voirie départementale par an sur sa programmation de travaux, le dossier 2023 doit être prêt en juin 2022. La commission voirie a étudié les dossiers « traverse » et à ce jour, seul le dossier de Sogny en l'Angle peut être déposé au Département pour le mois de juin, c'est pourquoi la commission propose de retenir ce premier dossier pour les travaux 2023. L'assemblée **valide à l'unanimité** cette proposition.

Concernant la traverse 2022 retenue, c'est-à-dire le lot 1, traverse Heiltz le Maurupt, les offres ont été remises hier, le 11/05, la commission d'appel d'offres a ouvert les plis ce matin. Ces 6 offres sont transmises au Maître d'œuvre pour analyse et seront soumises à l'Assemblée lors du prochain conseil communautaire.

Objet: Demande de subvention voirie 2023 Sogny en l'Angle - DE 2022_044

Considérant que la Traverse (RD61) de la commune de Sogny en l'Angle fait partie des tableaux verts de la commune avec compétence de la communauté de communes Côtes de Champagne et Val de Saulx,

Considérant la nécessité de réaménager l'espace public en conformité avec le PAVE de la Commune dans un souci de sécurité pour les piétons et les véhicules,

Considérant les estimations faites par la société GNAT pour un montant de 434 933 € HT,

Considérant les frais annexes, y compris maîtrise d'œuvre, à hauteur de 7% soit 30 445.31 € HT,

Considérant que le Département de la Marne délègue ses travaux sur la chaussée départementale à la 4CVS pour un montant total de 256 850 € HT,

Le Conseil, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- **d'autoriser** le Président à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec le Département de la Marne et la commune de Sogny en l'Angle,

- **de solliciter** l'aide de l'Etat au titre de la DETR 2023

- **de solliciter** l'aide du Département de la Marne

- **d'adopter** le plan de financement suivant :

Dépenses HT :	190 548.81 €
Recettes :	
DETR 40 % :	76 219.52 €
Département 30 % sur le pluvial :	5 715.00 €
Participation Commune :	32 056.34 €
Autofinancement :	76 557.95 €

e. Liste d'attente des travaux post 2023

Le Vice-Président fait état des demandes de travaux de voirie déposées ou en cours de dépôt pour les années futures, à savoir les communes d'Alliancelles, Bassuet, Blesme, Bussy le Repos, Changy, Charmont, Etrepy, Lisse en Champagne, Possesse, Sermaize les Bains, Sogny en l'Angle, Val de Vière, Vanault les Dames, Vauclerc, Villers le Sec et Vroïl. Pour rappel, les dossiers de demandes pour les travaux 2023 doivent être déposés pour le 15 juin 2022 au stade APS avec des plans et une délibération du conseil municipal.

5. Changement du serveur informatique

Le serveur informatique du siège, acquis en 2017 doit être remplacé (plus garanti depuis 2021, fin des mises à jour prévue en déc. 2022). A ce jour, l'installation est défaillante en matière de protection (firewall, antivirus, sauvegarde cryptée...). La Directrice expose les 2 solutions possibles :

- Un serveur sur site comme actuellement avec un investissement de 9 363.83 € puis un abonnement mensuel de 444 €/mois et des frais d'installation de 790 €.
- Une solution Cloud hébergé par AST info de Ste Ménehould pour 658 €/mois et des frais d'installation de 1 200 €.

Le bureau propose de retenir la seconde solution, qui, bien qu'elle soit un peu plus onéreuse sur 5 ans, permet à la 4CVS de n'avoir plus rien à gérer, ni maintenance, ni mise à jour, ni sauvegarde, l'entreprise se charge de tout. Au vu du peu de compétence interne en informatique, le conseil **valide à l'unanimité** le changement de serveur pour un passage au cloud.

Objet: Changement du serveur informatique - DE_2022_045

La Directrice expose que le serveur informatique du siège, acquis en 2017 doit être remplacé : il n'est plus sous garantie depuis 2021 et les mises à jour ne seront plus disponibles en décembre 2022. Par ailleurs, le système informatique actuel est défaillant en matière de protection (firewall, antivirus, sauvegarde cryptée...).

La Directrice expose les 2 solutions envisagées :

- un serveur sur site (comme actuellement) avec un investissement de 9 363.83 € puis un abonnement mensuel de 444 €/mois et des frais d'installation de 790 €.
- une solution Cloud hébergée par AST info de Ste Ménehould pour 658 €/mois et des frais d'installation de 1 200 €.

Le bureau propose de retenir la seconde solution. Bien qu'elle soit un peu plus onéreuse sur 5 ans, elle répond mieux aux besoins de la collectivité, notamment en l'absence de responsable du système informatique. Avec ce système, la 4CVS ne gèrera ni maintenance ni mise à jour ni sauvegarde ; toutes ces opérations sont réalisées par l'entreprise.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, **et à l'unanimité des présents,**

1- Valide le changement de serveur pour un passage au cloud.

2- Dit que cette dépense sera imputée à l'article 6512 du Budget Général (éligible au FCTVA).

2- Autorise le Président à signer tout document relatif à ce contrat.

6. PTRTE

Suite aux différents échanges avec les partenaires, le travail sur le PTRTE se structure, ainsi plusieurs instances sont créées :

1. Le Comité stratégique : il se réunit à la demande du Sous-Préfet, il est composé des Présidents des 2 EPCI et des élus du Département et de la Région. Il a vocation à mettre en corrélation les projets du territoire avec les attentes de l'Etat. Ce comité s'est réuni le 27 avril dernier et 3 axes ont été présentés prioritaires pour la 4CVS et PBD :

- L'attractivité des communes
- La qualité de l'eau et l'assainissement
- Les écoles

2. Le Comité de pilotage (Copil) : il est constitué de 4 représentants par EPCI (Mrs Guichon, Tramontana, Lanfroy et Stoll pour la 4CVS et Mme Chevalot, Mrs Valota, Bouquet et Calabraise pour Perthois, Bocage et Der), des élus de la Région, du Département et des services de l'Etat, les techniciens y participent également. Il a vocation à définir les axes de travail, les priorités que les élus du Territoire souhaitent donner à ce plan afin que le Cotech sache dans quelle direction travailler.

3. Le comité Technique (Cotech) : Composé de techniciens des EPCI, de la DDT, de la Sous-Préfecture, d'Adeva, de la Région et du Département, il a pour mission de travailler sur les axes prioritaires définis par le Copil.

Plusieurs comités stratégiques ont déjà eu lieu ainsi que des Cotech, la première réunion du Copil doit avoir lieu prochainement. Le Sous-Préfet a proposé qu'un élu de chaque comcom soit invité au Cotech : pour la 4CVS, le bureau propose Sylvain Lanfroy.

7. Scolaire

a. Ecoles de Sermaize les Bains : travail de l'architecte

L'architecte retenu comme Maître d'œuvre pour le projet de réhabilitation des écoles de Sermaize, TDA, a établi un projet de plan que le Vice-Président expose à l'Assemblée. Ce projet sera présenté prochainement aux équipes enseignantes pour avis. Une fois ces plans validés, le cabinet d'architecte procédera au chiffrage estimatif des travaux. Le bureau a souhaité également le chiffrage d'une variante.

b. Enquête restauration scolaire

327 enfants fréquentant la restauration scolaire de la 4CVS ont répondu à une enquête sur la qualité de la restauration scolaire, il en ressort les points suivants :

- 74% aimeraient plus de calme
- 62% pensent avoir suffisamment de temps pour manger
- 42% pensent que les repas sont bons, 42% pensent qu'ils sont bons parfois et seulement 11% pensent qu'ils ne sont pas bons

- A 37%, ils répondent que les quantités sont suffisantes, 28% aimeraient en avoir un peu plus parfois et 25% aimeraient en avoir plus dans l'assiette.
- 63% avouent en laisser un peu dans leur assiette à la fin du repas
- Ils sont 43% à penser que la cantine devrait être améliorée de la façon suivante :
 - o Moins de bruit, être plus sage
 - o Plus de frites, pâtes et riz
 - o Pas de menu végétarien
 - o Changer de place à l'envie
 - o Des boissons plus sucrées

8. Services à la personne

a. PVD

L'animateur Petites Villes de Demain a été recruté, il travaille depuis le 1^{er} avril au sein des 2 communes de Pargny et Sermaize à raison de 2 jours par semaine chacune et 1 journée à la 4CVS. Le partenariat avec la banque des territoires a démarré, cet organisme finance un cabinet afin d'aider la 4CVS en ingénierie.

Il faut faire une réunion de rendu de l'étude flash commerce de SLB et PSS, et l'étendre à l'ensemble du territoire. Une convention de partenariat avec Enedis a été actée la semaine dernière.

Le Chargé de mission doit rédiger la convention ORT avant mai 2023. La réunion du comité PVD est prévue lundi 16 mai avec les différents partenaires.

b. Maison de santé

La Directrice fait un point sur les travaux d'agrandissement de la maison médicale de Sermaize Les Bains : ils avancent bien, les entreprises travaillent en bonne coordination, les murs sont montés, la charpente est terminée, les portes et fenêtres sont posées, la couverture est en cours.

Le Vice-Président rend compte du travail de la commission Services à la personne qui s'est penchée sur les futurs loyers de l'extension.

Il est nécessaire de programmer rapidement une réunion avec l'ensemble des médicaux pour expliquer le fonctionnement et organiser l'utilisation de cet agrandissement.

c. France Services et permanences DGFIP

La Directrice des Services fait un point sur la fréquentation des maisons France Services, un seul chiffre à retenir, assez éloquent : 635 visites au total dans les 3 antennes entre janvier et mars 2022, c'est dire le succès rencontré. Elle relate également les différents partenariats liés avec les maisons France Services, un chiffre à retenir, assez évocateur :

Emploi et emploi des jeunes :

Partenariat privilégié avec **Pole Emploi** (Permanence dans le cadre du contrat engagement jeunes, aide à l'actualisation des données, organisation d'ateliers divers comme CV, lettre de motivation...), informations collectives avec les **agences d'intérim** pour des recrutements locaux, partenariat avec la FEPEM, Fédération des **Particuliers Employeurs**, pour aider les particuliers qui font de l'emploi direct, partenariat avec le **PLIE** pour les emplois d'insertion, avec la **Mission Locale** pour l'emploi des jeunes de - de 26 ans.

La famille, la jeunesse :

Partenariat avec la **CAF** et la **MSA** (aide à la complétude des différents dossiers d'aide, mise à jour des situations...), permanences des **Assistants Sociaux** du Département, permanence de la **Passerelle Jeunes** en lien avec EPSM de la Marne.

La consommation :

Un partenariat a vu le jour l'an dernier avec l'association **UFC Que choisir** qui tient des permanences à Pargny sur Saulx. **La Poste** est aussi un partenaire.

Le logement :

France Services peut aider dans la constitution du dossier OPAH, développe un partenariat avec le **Comal**, peut être un soutien dans les demandes d'allocation logement...

Les finances :

La **DGFIP**, Direction Générale des Finances Publiques accompagne France Services, un agent est présent 2 jours par semaine sur les différents sites pour évoquer tout ce qui touche aux impôts...

La retraite, la santé :

La **CPAM**, la **MSA** et la **CNAV** sont des partenaires. France Services peut accompagner les administrés dans la constitution de leur dossier de retraite. Le **CLIC**, à destination des personnes âgées travaille également en étroite collaboration avec nos services.

L'accès aux droits :

Le **Ministère de l'Intérieur** et celui **de la Justice** sont des partenaires.

Le handicap :

Dernier partenariat en cours de conventionnement, la **MDPH**, Maison Départementale des Personnes Handicapées. France Services aide déjà les administrés à constituer leur dossier, cette collaboration permettra d'avoir des interlocuteurs privilégiés.

La Directrice rappelle que depuis la fermeture de la trésorerie de Sermaize les Bains, la DGFIP est présente à la maison France Services de Sermaize le lundi matin et le jeudi toute la journée et à Pargny sur Saulx le lundi après-midi.

Au vu de la faible fréquentation à Sermaize le lundi matin (France services n'étant pas ouvert au public), la 4CVS a demandé à la DGFIP qui a accepté, de déplacer la permanence du lundi matin à Bassuet au lieu de Sermaize. La présence est ainsi mieux répartie sur le territoire.

9. Intervention du Président

Le Président annonce à l'Assemblée qu'il va présenter sa démission au Préfet, comme annoncé lors de la conférence des Maires. Il précise que suite à cela, l'ensemble du bureau devra être réélu, Vice-Présidents et membres.

10. Prochain conseil communautaire le 23 juin

Le Président indique à l'Assemblée que le prochain conseil communautaire, initialement prévu le 30 juin aura lieu le 23 juin.

11. Questions diverses

Aucune question diverse n'étant posée, le Président lève la séance à 22h45.